Thème : Le contentieux de la rupture du contrat de travail

Date: Mercredi 29 mai 2024 de 14h00 à 17h00

Lieu: Visioconférence

Pré-requis : être avocat / **Niveau :** 2

Objectifs :

- *Maitriser la jurisprudence récente en matière de licenciement économique (difficultés économiques, reclassement...) et non économique (inaptitude, procédure et motif disciplinaires...).*
- *Maitriser les derniers bouleversements en matière de droit de la preuve et droit à la preuve.*

Méthodes mobilisées :

Programme :

- I/ Le licenciement. (CDI)
 - A/ Le licenciement : motifs et cause réelle et sérieuse.
 - 1- Le licenciement pour motif personnel.
 - a- Le licenciement pour motif disciplinaire
 - b- Le licenciement pour motif non disciplinaire
 - 2- Le licenciement pour motif économique
 - 3- La question de la preuve et du droit la preuve.
- B/ Le licenciement injustifié, abusif, irrégulier ou nul.
- II/ La démission. (CDI)
- III/ Les autres modes de rupture
 - A/ Résiliation judiciaire et prise d'acte.
 - B/ Rupture anticipée du CDD
 - C/ Rupture conventionnelle.
- IV/ Les conflits de ruptures dans le temps
- V/ Les suites de la rupture.

Moyens pédagogiques : Power point

Modalités d'évaluation finale : un questionnaire d'auto-évaluation est proposé en fin de formation afin de mesurer l'évolution des compétences et des acquis de chaque apprenant.

Intervenant(e)(s)

Monsieur Bernard GAURIAU , Agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers, ancien avocat au Barreau de Paris

Informations importantes :

• **Date limite des inscriptions :** 15 jours au plus tard avant la formation (les séances sont susceptibles d'être annulées faute d'un nombre de participants suffisant)

• **Tarifs :** Avocats ayant plus de deux ans d'exercice : 85€ la demi-journée de formation (hors abonnement) et 45€ pour les avocats « jeune Barreau »

Les inscriptions peuvent s'effectuer sur notre site internet www.avocats-eco.fr ou par voie postale en nous adressant le bulletin d'inscription à la formation, la copie de l'attestation de versement à l'URSSAF au titre de la formation professionnelle pour l'année 2023 ainsi qu'un chèque de règlement libellé à l'ordre de l'ECOEA. Toute annulation doit être adressée par écrit au plus tard 4 jours ouvrés avant le début de la formation. Aucun chèque ne sera remboursé après la clôture des inscriptions.